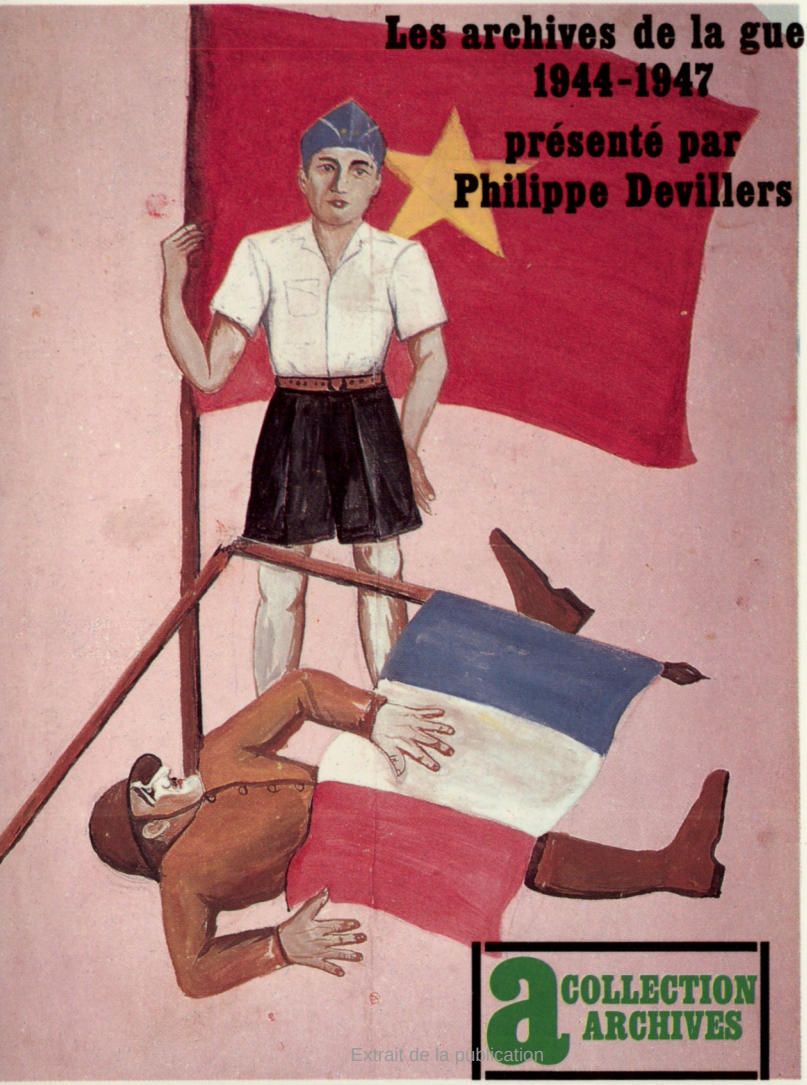
PARIS SAIGON HANOI

Les archives de la guerre 1944-1947

présenté par
Philippe Devillers



COLLECTION ARCHIVES

Extrait de la publication

Extrait de la publication

Philippe Devillers, directeur de recherche au CNRS,
travaille depuis 1959 sur l'Asie du Sud-Est
au Centre d'études et de recherches internationales (CERI)
de la Fondation nationale des Sciences politiques.
Il est l'auteur d'*Histoire du Vietnam de 1940 à 1952*
(Paris, Seuil, 1952),
de *Vietnam. De la guerre française à la guerre américaine*
(en collaboration avec J. Lacouture, Paris, Seuil, 1969)
et de *Guerre ou paix : une interprétation*
de la politique extérieure soviétique de 1944 à 1979
(Paris, Balland, 1979).

© *Éditions Gallimard/Julliard, 1988.*

Extrait de la publication

Lumière tardive sur une guerre

Une meilleure compréhension entre Vietnamiens et Français au lendemain de la Guerre mondiale aurait prévenu les cruels événements qui déchirent votre pays.

Ch. de Gaulle à Hô Chi Minh
(lettre du 8 février 1966)

Le Vietnam, depuis plus de quarante ans, traîne sa misère et ses ruines. On n'a cessé de s'y battre, car la guerre d'indépendance y a pris peu à peu allure de guerre civile. Les familles se sont divisées, dispersées, des haines et des rancunes mortelles s'y sont souvent substituées à l' « harmonie confucéenne ». C'est un pays que de nombreux êtres veulent fuir... Le Vietnam est, à n'en pas douter, une des grandes tragédies du XXe siècle.

Était-elle inéluctable ? En a-t-on jamais déterminé les véritables causes ?

Tout est parti, dit-on, de la Seconde Guerre mondiale, de l'invasion et de l'occupation japonaises, du blocus et des bombardements alliés. Mais des pays comme les Philippines, la Malaisie et, plus près de nous, la Belgique ou les Pays-Bas n'ont-ils pas subi, de 1939 à 1945, un sort encore pire ? Les conséquences n'en furent pas aussi prolongées.

En Indochine, les séquelles politico-diplomatiques du conflit mondial furent rapidement surmontées, et même d'une manière fascinante. Dès mars 1946, la France rétablissait sa souveraineté sur sa colonie asiatique et concluait un accord jugé prometteur avec le nouveau pouvoir nationaliste d'Hanoi. Ni l'Angleterre, ni les Pays-Bas, ni même les États-Unis n'en étaient arrivés à ce stade avec leurs propres « sujets ». Le malheur du Vietnam ne résulte donc que très indirectement de l'action des Japonais, des

Extrait de la publication

Chinois ou des Américains de 1940 à 1945. C'est après *le rétablissement du « lien » français qu'a éclaté la guerre, alors que Français et Vietnamiens s'étaient retrouvés face à face, seuls.*

Les origines précises de cette guerre sont demeurées obscures. On s'est, en effet, empressé, à Saigon comme à Paris, de dénoncer l'agression Viet Minh du 19 décembre 1946. Mais était-il pensable, est-il encore pensable, qu'après Fontainebleau et ses promesses, et au vu de l'évolution politique de la France d'alors, Hô Chi Minh eût attaqué ? Il y avait dans l'événement quelque chose de plus qu'étrange, encore que cette version ait été acceptée, « gobée » dirons-nous, par les media et l'opinion. Cette question n'a, depuis quarante ans, jamais cessé de hanter l'auteur.

Chargé, dès septembre 1945, par le directeur-fondateur du Monde, *Hubert Beuve-Méry, d'enquête sur le problème vietnamien, il a alors fait ce qu'il pouvait, au rang modeste qu'il occupait à Saigon, pour démêler les données politiques, fort complexes, de la question et en informer les lecteurs du journal. Il a vécu toute l'atmosphère du drame et a pu en approcher, en 1945-1946 et depuis, les innombrables acteurs. Après une première phase de recherches, dont quatre ans passés dans le sérail de Matignon, il a publié en 1952 une* Histoire du Vietnam de 1940 à 1952 *dans laquelle il a fourni la trame essentielle du conflit. Il se pourrait qu'après ce livre une certaine version officielle des événements, marquée par le mensonge flagrant, n'ait plus été acceptable.*

Mais il n'était alors pas possible d'aller plus loin sans se faire broyer... inutilement. Il fallait donc, tel Simon Wiesenthal, poursuivre obstinément l'enquête, rechercher les responsables du « crime de guerre ». La chasse aux documents et aux témoignages n'a jamais cessé, même si elle a comporté de longues pauses.

Trente ans après, les langues ne s'étaient toujours pas déliées, mais les archives se sont ouvertes : celles du Service historique de l'Armée de terre à Vincennes d'abord, puis celles du ministère de la France d'outre-mer (rue Oudinot, à Paris, et à Aix-en-Provence), de la présidence du Conseil, enfin celles du ministère des Affaires étrangères, sans compter la mise à disposition des chercheurs de papiers privés de première

importance, ceux de Moutet, de Laurentie, de Bidault, de Mendès France, de Leclerc, de Sainteny, de bien d'autres encore *.

Alors, patiemment, minutieusement, l'histoire a pu être reconstituée. Presque complètement, tel un gigantesque puzzle, grâce au croisement des archives, à travers des milliers de documents, des centaines de dossiers. Aucun fonds n'en détient la totalité, ni même la majorité. Chaque ministère n'a eu qu'une vue partielle du drame, et seul l'acharnement d'une recherche menée depuis quarante ans a permis d'en prendre une vue générale, d'en comprendre la trame réelle et de faire les rapprochements nécessaires.

Les archives ont confirmé ce que l'on supposait de pire. *Elles mettent à nu un des cas les plus extraordinaires de désinformation et même de mensonge des temps modernes, aux conséquences politiques, militaires, diplomatiques, économiques et sociales incalculables, mais à coup sûr immenses. Elles témoignent aussi de la terrible responsabilité des media quand, dans un régime pourtant démocratique, ils n'ont pas cherché à éclaircir la cause de ce qui était déjà un drame national et qui a fait tant de victimes.*

Les archives démontrent comment a éclaté la guerre d'Indochine. Non par accident, mais par la faute, la « maladresse » ou l' « erreur de calcul » de quelques hommes dont la duplicité et la « myopie » ont été rarement égalées dans l'histoire française. Un petit clan de hauts fonctionnaires français et de militaires de haut rang a réussi à provoquer la guerre entre le Vietnam et la France parce qu'ils n'étaient simplement pas d'accord avec la politique de leur gouvernement et qu'ils voulaient, plus particulièrement, mettre Léon Blum et le Parti socialiste devant un « fait accompli » avant que ne débute la IVe République. Un « coup d'État manqué » (français !) a été alors déguisé en « agression Viet Minh », autorisant une « riposte » qui était en réalité l' « action de force » froidement préméditée depuis des mois, et dont l'échec a dégénéré en une guerre interminable, que les mêmes ont tout fait ensuite pour empêcher qu'on y mette fin.

* L'auteur tient à remercier ici, en particulier, Mmes Bidault et Sainteny qui l'ont autorisé à consulter les archives de leur mari, et Mme Irigoin, conservateur aux Archives nationales, qui l'a si utilement orienté dans la connaissance des fonds dont elle avait la charge.

Extrait de la publication

Trente mille morts français, d'innombrables victimes vietnamiennes, un pays ravagé, ruiné, sur lequel se sont rués ensuite les Américains et leurs amis.

La France, le peuple français étaient-ils responsables de ces tristes « condottieres » qui ont prétendu agir en leur nom, pour « la grandeur de la France et le salut de l'Empire » ? Le lecteur en décidera. Mais « qui ne gueule pas la vérité quand il sait la vérité se fait le complice des menteurs et des faussaires », écrivait Péguy, inaugurant les Cahiers de la quinzaine. *C'est pourquoi, en ce qui le concerne, l'auteur a jugé nécessaire de livrer ici cette histoire, mise à jour et écrite sur la base des textes originaux et vérifiables, pour que l'Histoire rende justice à la Vérité.*

C'est un des plus grands et lourds secrets de l'histoire de la France contemporaine que les archives nouvellement ouvertes viennent de révéler.

Ph. D.

19 août 1987.

Extrait de la publication

Sigles et abréviations

BEDOC	Bureau fédéral de documentation.
CFLN	Comité français de libération nationale.
Cabinfor	Cabinet (Information) du Haut-Commissaire, Saigon.
CED	Communauté européenne de défense.
Cominindo	Comité interministériel de l'Indochine.
Comrep	Commissaire de la République
Cororient	Commandement supérieur du Corps expéditionnaire en Extrême-Orient.
DGER	Direction générale des études et recherches.
EMGDN	État-major général de la Défense nationale.
FOM	Ministère de la France d'outre-mer.
GPRF	Gouvernement provisoire de la République française.
GRA	Gouvernement révolutionnaire annamite.
Haussaire	Haut-commissaire.
MRP	Mouvement républicain populaire.
OSS	Office of Strategic Services.
PCI	Parti communiste indochinois.
RDVN	République démocratique du Vietnam.
SDECE	Service de documentation extérieure et de contre-espionnage.
SEHAN	Service d'Études historiques à Hanoi.
SFIO	Section française de l'Internationale ouvrière.
SLFEO	Section de liaison française d'Extrême-Orient.
SR	Service de renseignements.
TFIN	Troupes françaises d'Indochine du Nord.
Tu Ve	Milice vietnamienne d'autodéfense.
VNQDD	Viet Nam Quoc Dan Dang (Parti national vietnamien).

Extrait de la publication

Extrait de la publication

I

Le Vietnam, une chaudière sans soupape (jusqu'à 1930)

Extrait de la publication

Extrait de la publication

L'Indochine était la plus riche, la plus belle et la plus dense partie de l'Empire colonial français, un de ses « fleurons ». Si elle n'occupait que 6 % de la superficie totale de celui-ci, elle représentait en 1939, avec ses 24 millions d'habitants, un tiers environ de sa population (l'Afrique du Nord n'en avait alors que 17). Elle était la plus peuplée de « nos colonies », disaient les manuels.

D'innombrables souvenirs historiques, liés pour la plupart à l'épopée coloniale, affleuraient à l'esprit : Francis Garnier, le sergent Bobillot, Auguste Pavie, Gallieni, Lyautey (et ses Lettres du Tonkin*), Paul Bert et Paul Doumer, Albert Sarraut, bien d'autres encore... Des images enchanteresses aussi, évoquant des « nuits du bout du monde », les temples d'Angkor et leurs (mignonnes) danseuses, le folklore laotien et la vie insouciante et souriante qu'il traduisait, les longues robes de soie, les chapeaux coniques et les turbans noirs des Annamites, sans compter « ma Ton-ki-ki,* (bis) *ma Tonkinoise ». Le riz d'Indochine, le thé, le poivre, le caoutchouc, l'anthracite du Tonkin, contribuaient tous à la force, à la solidarité économique, à l'autosuffisance de l'Empire de 100 millions d'âmes. La France, grâce à tout cela, avait « un balcon sur le Pacifique ».*

Les Français étaient fiers de la façon dont ils avaient mis en valeur et développé le pays. Ils y avaient construit de belles villes, réalisé de grands travaux publics (hydraulique agricole, ouvrages d'art, ports...), mis sur pied un système sanitaire et scolaire, défriché des forêts et créé des plantations, étendu des cultures, intensifié l'exploitation minière, etc. Plus de 40 000 Français, fonctionnaires, militaires, colons et leurs familles, habitaient l'Indochine, et ils achetaient en France. L'Indochine absorbait environ 4 % des exportations françaises

Extrait de la publication

et fournissait à la France — en francs — des produits ou denrées coloniales. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, l'Indochine figurait parmi les premiers exportateurs mondiaux de riz — 1 500 000 tonnes vendues par an — et de caoutchouc — 60 000 tonnes par an.

Cette Indochine ! Elle était belle et aussi pacifiée. Le Français pouvait s'y promener seul, sans arme, d'un bout à l'autre du pays, dormir seul dans sa voiture au bord d'une route, entrer dans les villages. Sa sécurité était totale.

Une mission civilisatrice

La France avait bonne conscience, en ce qui concernait l'Indochine. Sans doute tout n'était-il pas parfait. Sans doute y avait-il des difficultés économiques, de graves problèmes sociaux (paupérisme, endettement, prolifération démographique, etc.) et même alimentaires, des menaces politiques et militaires aussi. La France estimait de son devoir de les résoudre, car cela faisait partie de la mission « civilisatrice » qu'elle entendait assumer, en Asie comme ailleurs.

On se félicitait régulièrement, à Paris, de la loyauté des souverains protégés et de la fidélité des populations, qui, « à l'ombre du drapeau tricolore », vaquaient paisiblement à leurs travaux dans la sécurité de la paix française. La France devait mener prudemment ces populations vers un statut politique plus démocratique, mais elle avait aussi le devoir de les protéger des mauvais bergers. Même s'il y avait encore à faire pour la promotion et la défense des « droits de l'Homme » (comme le réclamait une gauche idéaliste), c'était à l'Administration française — et à elle seule — qu'incombaient cette tâche et cette responsabilité.

Certes, la colonie avait connu, dans la dernière décennie, quelques troubles sérieux, comme la révolte de Yen Bay et les « jacqueries » communistes de 1930, mais ils avaient été rapidement maîtrisés. Ils n'avaient rien d'inquiétant, jugeait-on. Dans l'ensemble, l'opinion publique, en France, pensait, tout comme la majorité des milieux de la politique et de la presse, qu'en Indochine seule une poignée d'intellectuels aigris et

frustrés détestait (peut-être) les Français, et qu'au contraire la population laborieuse et honnête les aimait, vivait heureuse sous leur tutelle (car ils la protégeaient des mandarins cupides) et leur faisait confiance pour améliorer sa condition matérielle et son statut politique et social. Vis-à-vis de ces humbles, les Français avaient donc un devoir moral : ils ne pouvaient abandonner leurs protégés à des meneurs cyniques, pas plus qu'ils ne pouvaient renoncer à garantir les minorités (les Cambodgiens, les Laotiens, les montagnards moï, etc.) contre l'expansion des Annamites, travailleurs certes, mais familiques... prolifiques et ambitieux.

De toute façon, l' « agitation antifrançaise » (comme on disait) avait presque toujours été attribuée à des causes extérieures telles que les menées d'agents allemands, chinois, russes ou japonais. En 1938-1939, le danger principal, en Asie comme en Europe, s'était révélé être celui constitué par l'expansion des trois puissances signataires du pacte Antikomintern de 1937, à savoir l'Allemagne nazie, l'Italie fasciste et le Japon militariste. Depuis 1937, ce dernier s'était lancé à la conquête de la Chine et, n'ayant pu remporter une victoire éclair, il s'efforçait maintenant d'asphyxier la Chine en coupant son ravitaillement. Tokyo voyait, à cet égard, d'un très mauvais œil le trafic qui, à partir d'Haiphong et du Tonkin, parvenait au gouvernement de Chiang Kai-Shek à Chungking.

Le Japon entre en scène

En septembre 1939, la guerre était arrivée et puis, en juin 1940, la défaite. Certes, en 1939-1940 tout comme en 1914-1918, les Indochinois avaient témoigné qu'en de telles circonstances ils demeuraient fidèles à la France et lui restaient attachés. Mais, dès juin 1940, profitant de l'affaiblissement de la France, le Japon exigeait que soit interrompu le transit vers le Yunnan (et la Chine de Chiang). La France refusait. Tokyo accentua sa pression et menaça, si la France n'acceptait pas ses exigences et ne le laissait pas installer des aérodromes en Tonkin, d'intervenir par la force en Indochine. La France ne pouvait résister seule. Le gouverneur général, le général

Extrait de la publication

Catroux, avec l'accord du gouvernement de Bordeaux, demanda alors l'aide des États-Unis. Mais ceux-ci se dérobèrent[1]*. La France dut s'incliner : par l'accord intervenu entre Tokyo et Vichy le 30 juillet 1940, le Japon avait bien reconnu la souveraineté française sur l'Indochine, mais il avait obtenu de pouvoir installer au Tonkin des aérodromes lui permettant de bombarder la Chine, des troupes aussi avec un droit de transit à Haiphong. En juillet 1941, un nouvel accord (Darlan-Kato) avait donné au Japon le droit de stationner des troupes et d'utiliser des bases et des communications en Indochine du Sud, d'où il allait lancer, quelques mois plus tard, son offensive contre l'Empire britannique. Ainsi, sans que la souveraineté française eût été réellement mise en cause, l'Indochine s'était trouvée, en fait, intégrée dans le dispositif militaire (et économique) japonais en Asie orientale.*

Mais le fait qu'en 1940 l'Indochine fût ainsi passée dans la sphère japonaise, tout en demeurant sous administration française, contribua à maintenir une image assez trompeuse du pays et ne modifia guère la vision précédente, aussi bien en métropole (sous le gouvernement de Vichy) qu'à Londres, dans le sillage du général de Gaulle.

L'appel de celui-ci, le 18 juin 1940, n'avait guère été entendu en Indochine, et celle-ci était restée fidèle au gouvernement du maréchal Pétain. Le général Catroux, révoqué, et remplacé à la tête du gouvernement général par l'amiral Decoux, était passé à Singapour et s'était rallié au général de Gaulle, à la « France libre ». La « préoccupation de l'Indochine » avait ainsi, dès le début, été forte chez les dirigeants de la France libre, dont un des membres de la première heure, F. de Langlade, planteur en Malaisie, put, jusqu'à fin 1941, constituer une « antenne avancée » dans le Sud-Est asiatique.

La France libre toutefois, absorbée par d'autres problèmes plus urgents, avait reporté à des jours meilleurs toute action sur l'Indochine. Car prioritaires étaient les rapports avec les Alliés, la formation et l'équipement de forces françaises libres, la récupération de territoires africains pouvant servir de base territoriale, etc. Dans le Pacifique, il s'agissait de tenir la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie, et, pour l'Indochine, si dangereusement exposée, on avait adopté dans l'ensemble une attitude d'expectative. Mais de Gaulle avait clairement indiqué

Extrait de la publication

que, si le Japon attaquait l'Angleterre, la France libre se rangerait immédiatement aux côtés des Britanniques[2]*. De fait, l'attaque japonaise à Pearl Harbour allait créer un clivage fondamental : le 8 décembre 1941, tandis que l'Indochine devait conclure avec le Japon un accord de défense commune, la France libre, par la bouche du général de Gaulle, déclarait la guerre au Japon.*

En trois mois, cependant, le Japon s'emparait de tout le Sud-Est asiatique et y balayait les administrations américaine (Philippines), britannique (Malaisie, Singapour, Bornéo, Birmanie) et néerlandaise (Indes néerlandaises). De toutes les possessions blanches, seule subsistait l'Indochine française, et elle demeurait sous administration française.

Le sort de celle-ci dépendait donc désormais de l'issue de la guerre entre le Japon et les Anglo-Saxons. Et, pour « libérer l'Indochine », il faudrait sans doute s'associer à ceux-ci dans la guerre du Pacifique. La Nouvelle-Calédonie allait jouer un rôle capital dans la stratégie alliée dans le Sud-Ouest du Pacifique et permettre de dresser une barrière au Japon au voisinage de l'Australie.

Cependant, sur place, en Indochine, l'administration vichyste de l'amiral Decoux maintenait toutes les structures françaises (la « souveraineté ») dans des conditions absolument différentes de ce qu'on trouvait dans la métropole occupée et même en « zone libre ». Le Japon se contentait des « services » que lui rendait l'administration française (maintien de l'ordre, sécurité des communications, livraisons de produits, etc.). Il ne s'immisçait guère dans les affaires du pays, et les Français s'accommodaient de la présence nippone, jugée tolérable dans les circonstances du moment.

Mais le tournant de la guerre intervenu dans l'hiver 1942-1943 (batailles d'El-Alamein et de Stalingrad, débarquement allié en Afrique du Nord et occupation totale de la France) allait tout changer. Dès le début de 1943, le Comité français de Londres s'est préparé à intervenir dans la bataille du Pacifique, et lorsque se forme à Alger, en juin 1943, le Comité français de libération nationale, les préparatifs vont s'accélérer. Une liaison clandestine se forge avec Hanoi. Dès le 21 juillet, de Gaulle précise dans une note : Une opération extérieure à la métropole a la priorité sur toutes les autres, c'est la libération de

l'Indochine[2] ; *il est décidé, en août 1943, de mettre sur pied, peu à peu, un corps expéditionnaire pour l'Extrême-Orient, en Algérie, à Madagascar, enfin à Ceylan. Le général Blaizot est désigné pour le commander. Des bases seront bientôt établies en Inde (avec les Britanniques) et en Chine, où s'installe, à Chungking avec des « antennes », une « Mission militaire française ». Des contacts sont établis avec les réseaux de résistance français qui se sont constitués en Indochine, — notamment dans l'armée — avec comme objectifs à la fois d'aider les Alliés à mener leurs opérations militaires contre le Japon et de renseigner les autorités de la France libre sur la situation en Indochine.*

Or, dans les circonstances d'alors, l'amiral Decoux et ses collaborateurs semblent espérer pouvoir parvenir sans crise majeure jusqu'à la fin de la guerre, à condition toutefois qu'on ne provoque pas le Japon. Des émissaires sont envoyés, via *la Chine, à Alger pour renseigner sur la conduite à observer*[4]. *Mais, de ces vues, Alger ne veut pas tenir compte. Sa conviction est solide : la France ne pourra jouer son rôle et sauver ses positions vis-à-vis d'alliés qui la guettent (projets américains de tutelle, appétits chinois, etc.) que si elle entre dans la guerre contre le Japon, que si elle rétablit par le combat sa souveraineté entière et ses droits en Indochine. Cette Indochine qui lui est chère, et dont elle veut maintenant se faire entendre.*

La déclaration du 8 décembre 1943

Le 8 décembre 1943, pour le deuxième anniversaire de la guerre du Pacifique, le gouvernement d'Alger (le CFLN) publie une déclaration gouvernementale sur l'Indochine. Elle affirme notamment :*

L'entreprise de guerre et de conquête engagée par le Japon pour imposer sa domination aux terres libres d'Extrême-Orient et du Pacifique s'est, en 1940, abattue sur l'Indochine. Privée de secours extérieurs, [...] l'Indochine s'est vue

* Voir liste des « sigles et abréviations » en tête d'ouvrage.

Extrait de la publication

Extrait de la publication

Quarante ans de guerre ininterrompue,
une des grandes tragédies du XXe siècle,
dont les origines précises, en 1945-1946,
sont toujours demeurées obscures.
Paris et Saigon avaient accrédité la thèse
de l'agression Viet Minh.
Dans son *Histoire du Vietnam* (1952),
Philippe Devillers avait déjà balayé
les pieuses légendes et les mensonges flagrants.
L'ouverture des archives publiques
et des papiers privés lui permet,
trente-cinq ans après,
de reconstituer le puzzle et d'aboutir
aux conclusions définitives.
Elles établissent ce que
l'on osait à peine supposer : le pire.

ARCHIVES
GALLIMARD
JULLIARD

9 782070 712168

Extrait de la publication

ISBN 2-07-071216-8 A 71216 120 FF tc